

Article

« Crise politique et transnationalisation de l'État en Amérique latine : une interprétation théorique »

Jorge Nef

Études internationales, vol. 17, n° 2, 1986, p. 279-306.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702005ar>

DOI: 10.7202/702005ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

CRISE POLITIQUE ET TRANSNATIONALISATION DE L'ÉTAT EN AMÉRIQUE LATINE: UNE INTERPRÉTATION THÉORIQUE

Jorge NEF*

The crisis consists precisely in the fact that the old is dying and the new cannot be born; in this interregnum a great variety of morbid symptoms appear.

Antonio GRAMSCI

ABSTRACT — Political Crisis and the Transnationalization of the Latin American State: A Theoretical Interpretation

If the crisis of the state has been a common trait in Latin America, its manifestations have not been the same throughout the continent. This article examines two general and apparently contradictory trends: the trend toward authoritarian capitalism resulting from the crisis of hegemony in South America and the trend towards popularly-based insurgency resulting from a crisis of domination in most of Central America. The author bases his general interpretation of these trends on the analysis of the historical and structural relationships between four factors identified as responsible for the drastic change in the role of the state, from "national development" to "national security": the crisis in the model of accumulation, the growing polarization of political alliance, the transnationalization of the civil society and the state, and the interplay between relative autonomy of the state and transnationalization. He finds that the combination of transnational integration of the Latin American elites into one U.S.-centered project with hegemonic pretensions, and a growing marginalization and alienation on the part of the bulk of the internal constituencies has brought about an acute crisis of both legitimation and domination. As violence becomes the most common political currency – with repression and plain state terrorism evolving into a distinct style of politics – and the prospects towards redemocratization being very fragile, the author concludes that revolutionary struggles may be the only possibility for an indigenous redefinition of development, national self-determination and democracy.

À la suite de la révolution cubaine, les spécialistes de l'Amérique latine envisageaient de façon générale les possibilités de développement dans la région selon deux voies progressives de changement social: le réformisme et la révolu-

* Professeur au Département d'études politiques de l'Université de Guelph, Ontario, Canada.
Revue Études internationales, volume XVII, n° 2, juin 1986

tion¹. Au terme de l'Alliance pour le Progrès (1961-1969), les espoirs suscités par la Première décennie pour le développement avaient cédé le pas aux cauchemars de la répression. La vague de « nouveaux » coups d'État militaire de droite au Brésil (1964), en Uruguay (1973), au Chili (1973) et en Argentine (1976) illustre une autre tendance. La forte démobilisation, l'autoritarisme bureaucratique² et le véritable terrorisme d'État³ avaient non seulement bloqué les alternatives socialiste et populiste mais également miné les fondements même de la démocratie bourgeoise. L'effondrement de la démocratie bourgeoise, populiste et socialiste, était une caractéristique généralisée sur tout le continent.

Dans sa dimension la plus large, cette crise mit en lumière un changement radical du rôle de l'État, passant du « développement national » (tel qu'envisagé par l'Alliance pour le Progrès) à la « sécurité nationale » (telle qu'articulée dans le Rapport Rockefeller)⁴. Une multitude de facteurs interreliés furent à l'origine de cette mutation. Quelques spécialistes l'ont associée à une grave crise d'accumulation : l'épuisement du projet de substitution à l'importation (ainsi que la crise fiscale au sein de l'État)⁵. Mais il faut tenir compte également d'autres facteurs. Une dimension importante de la crise est reliée à la polarisation croissante des forces sociales et des alliances politiques menant dans certains cas à une impasse prolongée et pénible, un jeu à somme nulle⁶. On peut souligner une troisième dimension de l'effondrement du consensus social, de nature plus internationale : la tendance croissante à la transnationalisation à la fois de la société civile et de l'État lui-même⁷. Enfin, il y a l'effet combiné du processus de prise de distance⁸ relative de l'État latino-américain par rapport aux élites traditionnelles et de la transnationalisation déjà mentionnée.

Si la crise de l'État a bien constitué une caractéristique générale, ses manifestations n'ont pas été les mêmes sur tout le continent. En se plaçant dans une perspective très large, il est possible de distinguer deux grandes tendances apparemment contradictoires. En Amérique du Sud, où les niveaux de modernité économique et sociale – ainsi que les niveaux d'institutionnalisation⁹ – étaient élevés, la

1. Dans ce domaine, deux des ouvrages importants sont, du côté des intellectuels de gauche, James PETRAS et Maurice ZEITLIN (Ed.), *Latin America, Reform or Revolution? A Reader*, Greenwich, Fawcett, 1968, et pour ce qui est des intellectuels libéraux, la réplique de Arpad Von LAZAR et Robert KAUFMAN (Ed.), *Reform and Revolution: Readings in Latin American Politics*, Boston, Allyn and Bacon, 1969.
2. Guillermo O'DONNELL, *Modernization y Autoritarismo*, Buenos Aires, Paidós, 1972, *passim*.
3. J. NEF, "Importing State Terrorism", in *The Nation*, Vol. 231, no 2 (12 juillet 1980), pp. 54-56.
4. Nelson ROCKEFELLER, *The Rockefeller Report of a United States Presidential Mission for the Western Hemisphere*, Chicago, Quadrangle Books, 1969, *passim*.
5. James R. O'CONNOR, *The Fiscal Crisis of the State*, New York, St. Martin's Press, 1973, *passim*.
6. Anatol RAPPOPORT cité dans Karl W. DEUTSCH, *The Analysis of International Relations*, Second Edition, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1978, pp. 139-142.
7. Voir J. NEF et F. ROJAS, « Dependencia Compleja y Transnacionalización del Estado en América Latina », *Relaciones Internacionales*, nos 8, 9, Escuela de Relaciones Internacionales, Universidad Nacional, Heredia, Costa Rica, Deuxième et Troisième trimestre 1984, pp. 101-123.
8. Le concept est tiré du livre de Ralph MILIBAND, *The State in Capitalist Society*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1969, pp. 1-22 et 265-277.
9. Samuel P. HUNTINGTON, *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968, pp. 47-59.

tendance s'est dirigée vers une forme de répression institutionnalisée, le « capitalisme autoritaire »¹⁰. La crise de l'hégémonie¹¹ ou de légitimation a ouvert la voie à des régimes militaires durs afin de maintenir l'ordre socio-économique traditionnel. Bien que quelques-uns de ces régimes, en Argentine, en Uruguay et au Brésil par exemple, aient évolué au cours des années 1980 en « démocraties limitées »¹² dirigées par un gouvernement civil, les intérêts des élites socio-économiques, de leurs associés transnationaux et de la bureaucratie en uniforme sont demeurés intacts. Dans d'autres cas, comme dans celui du Chili, le pouvoir des militaires et de leurs alliés n'est pas remis en cause. Ce qui est en cause est leur légitimité par rapport à la société civile.

Dans la plus grande partie de l'Amérique centrale, qui possède une structure socio-économique et politique moins « développée », la crise de l'État est allée au-delà de la crise de l'hégémonie. Elle a évolué en crise de domination¹³. Les élites se sont avérées incapables de continuer à exercer une coercition physique efficace. La tendance actuelle est au contraire au soulèvement populaire.

L'objectif de cet article est double. Il tente d'abord d'offrir une interprétation générale de ces tendances en apparence contradictoires, en examinant plus particulièrement la période postérieure à la guerre de Corée. Il cherche en second lieu à évaluer, à la lumière de la première analyse, quelques scénarios découlant de cette interprétation.

I – UNE PERSPECTIVE ANALYTIQUE

Pour mener à bien ces deux tâches, nous tenterons de relier les crises de l'État latino-américain – crises d'hégémonie et de domination – aux rapports historiques et structurels existant entre les quatre facteurs mentionnés plus haut, soit :

- a) la crise du mode d'accumulation ;
- b) la polarisation croissante des alliances politiques ;
- c) la transnationalisation de la société civile et de l'État ;
- d) l'effet combiné de l'autonomie relative de l'État et de la transnationalisation.

Le cadre conceptuel présenté ici est une esquisse préliminaire de l'économie politique et des politiques publiques du sous-développement, afin d'étudier la crise actuelle de l'État latino-américain.

10. Pour une élaboration de ce concept, voir Thomas C. BRUNEAU et Philippe FAUCHER (Ed.), *Authoritarian Capitalism: Brazil's Contemporary Economic and Political Development*, Boulder, Westview Press, 1981, pp. 1-9.

11. Voir Chantal MOUFFE, "Hegemony and Ideology in Gramsci", in MOUFFE (Ed.), *Gramsci and Marxist Theory*, London, Routledge and Kegan Paul, 1979, pp. 168-204 et Jürgen HABERMAS, *Legitimation Crisis*, Boston, Beacon Press, 1975, p. 50.

12. Pour une définition du concept de « démocratie limitée », voir Arturo SIAT and Gregorio IRIARTE, « De la Seguridad Nacional al Trilateralismo », *Cuadernos de Cristianismo y Sociedad*, Buenos Aires, Mai 1978, pp. 9-11.

13. C. MOUFFE, *op. cit.*

Les interactions politiques et les politiques publiques en général sont considérées ici comme étant en rapports conflictuels. Les politiques et la planification sont les expressions d'un projet politique, respectivement le résultat et le processus par lesquels les élites répondent aux défis qui s'exercent sur leur contrôle des valeurs de la société. Les projets politiques attribuent récompenses et privations de façon autoritaire parmi les différents secteurs de la société. La légitimation (hégémonie) et la mise en application autoritaire (domination) sont inversement proportionnelles, un faible niveau de légitimation nécessitant un fort niveau de « force », et vice versa.

De façon générale, les conflits sociétaux peuvent provenir de sources variées. L'une d'elles est la contradiction intra-sociétale entre les capacités économiques et les aspirations¹⁴ sociales (le résultat du degré de mobilisation). Une autre est également intra-sociétale: il s'agit de la contradiction entre les élites et les masses¹⁵ (ceux qui accumulent la plus grande partie des capacités de la société, et les autres). Une troisième source de conflit est inter-sociétale: la contradiction entre la souveraineté et la dépendance internationale¹⁶; en d'autres termes, l'aptitude d'une entité politique à gérer ses propres affaires avec un certain degré d'indépendance. Ces tensions déterminent à leur tour les principaux paramètres au sein desquels le système des choix politiques (la gouverne ou le « régime ») opère. Lorsque ces contradictions deviennent extrêmes ou impossibles à surmonter, nous pouvons dire qu'une société donnée est en crise: 1) crise de production/accumulation, 2) crise de légitimation/domination, 3) crise de souveraineté. La crise de l'État implique une combinaison de ces contradictions extrêmes et impossibles à surmonter résultant en l'incapacité à faire des choix autoritaires: une déflation du pouvoir.

Les conditions existant en Amérique latine – le degré de tension entre les capacités et les aspirations, les élites et les masses, la souveraineté et la dépendance – rendent virtuellement impossible le fonctionnement d'un mode de gestion des conflits consensuel (ou libéral-démocrate) de style typiquement occidental. Les disparités extrêmes entre la mobilisation, les demandes populaires et la production (sans compter les écarts de revenus) exacerbent les tensions entre les élites parasites et les masses mobilisées et une réduction radicale de l'autodétermination nationale renforce le processus sans issue de la répression et, à un moindre degré, les styles politiques révolutionnaires¹⁷. Ceci a des conséquences énormes sur le rôle des bureaucraties étatiques et sur le processus des politiques publiques. L'économie politique de l'Amérique latine se caractérise par l'existence de fortes contraintes sur les projets de développement autonome et sur ceux qui tendent à accroître les niveaux de consommation des secteurs populaires. De la même façon, la bureaucratie est largement orientée dans le sens de ce que Gouldner qualifie de rôle

14. S. HUNTINGTON, *op. cit.*

15. Harold P. LASSWELL, *Politics: Who Gets What, When and How*, New York, Peter Smith, 1950, pp. 3-25.

16. Chalmers JOHNSON, *Revolutionary Change*, Boston, Little, Brown and Co., 1966, pp. 8-11 et Leslie MCFARLANE, *Violence and the State*, London, Thomas Nelson and Sons Ltd., 1974, pp. 41-57 et 99-129.

17. J. NEF, "Stalemate and Repression in the Southern Cone: An Interpretative Synopsis", *New Scholar*, no 8 (1983), pp. 371-385.

« centré sur la punition »¹⁸ et subit une influence disproportionnée des secteurs externes.

Le problème de la légitimation et du soutien a principalement été étudié à l'aide du modèle d'analyse politique centré sur l'État¹⁹ et à partir de l'hypothèse suivant laquelle les assises et les coalitions politiques sont nationales. Cette hypothèse ne s'applique pas à la plus grande partie de l'Amérique latine, puisque la perméabilité et l'internationalisation constituent précisément une caractéristique centrale de ces sociétés²⁰. Bien que la transnationalisation des liens politiques ne résulte pas invariablement en subordination, dans le cas de l'Amérique latine, le soutien aux politiques, et parfois au régime lui-même, dépend du rapport souvent contradictoire entre les assises internes et externes²¹. Ceci pose une limite importante à l'étendue des choix s'offrant lors de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques. D'un autre côté, l'efficacité – et parfois l'existence même du régime – finit par dépendre plus de sources externes que de sources internes de soutien. Mais une forte légitimité interne est généralement limitée à moins que les capacités économiques puissent s'étendre au-delà du niveau global de la demande sociale totale.

Une telle expansion s'avère plutôt inhabituelle au sein d'économies marquées par le sous-développement chronique. La marginalisation accrue de larges secteurs de la population est une conséquence normale de la croissance limitée dans les sociétés sous-développées. L'accumulation aux mains d'une petite élite locale et de ses associés transnationaux peut accroître l'intensité du soutien. Mais cette intensité a tendance à être inversement proportionnelle à la quantité de soutien de la population, ce qui réduit d'autant le soutien populaire au régime et provoque l'aliénation grandissante des masses. Si l'aliénation est articulée par des médiateurs de pouvoir, existants ou nouveaux, la légitimité même de la formule politique²² peut être remise en cause. Une divergence apparente entre la rhétorique, ou idéologie, de la légitimation et la pratique de la mise en oeuvre du projet de l'élite a tendance à apparaître. Confrontées à une dévaluation de leur propre mythe politique²³ et à l'opposition venant des couches inférieures, les élites latino-américaines ont habituellement recours à l'imposition pure et simple du statu quo par la répression. Comme l'a observé Raul Prebisch, il se développe une incompatibilité fondamentale

18. ALVIN GOULDNER, *Patterns of Industrial Bureaucracy*, Glencoe, The Free Press, 1954, pp. 217-230.

19. MANSBACH, LAMPERT, et FERGUSON, *The Web of World Politics: Non-State Actors in the Global System*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1976, pp. 2-45 et 273-279.

20. DOUGLAS CHALMERS, "Developing on the Periphery: External Factors in Latin American Politics" in YALE H. FERGUSON, *Contemporary Inter-American Relations: A Reader in Theory and Issues*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1972, pp. 11-34.

21. J. NEF, "Myths in the Study of Latin American Politics", in J. NEF (Ed.), *Canada and the Latin American Challenge*, Guelph, OCLACS, 1978, pp. 20-22.

22. Utilisée au sens que lui a donné Gaetano MOSCA, "The Political Formula" from *The Ruling Class* (McGraw-Hill, 1939) in ROY MACRIDIS et BERNARD BROWN (Ed.), *Comparative Politics: Notes and Readings*, Fourth Edition, Homewood, The Dorsey Press, 1972, pp. 107-115.

23. Cf. HENRY TUDOR, *Political Myth*, London, Macmillan, 1972, pp. 13-17 et ROBERT M. MACIVER, "The Myth of Authority" in MACRIDIS and BROWN, *op. cit.*, pp. 115-122.

entre la démocratisation politique et socio-économique et le modèle actuel de développement dépendant qui domine la région tout entière²⁴.

II – LA CONTINUITÉ HISTORIQUE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT : DE LA DÉPENDANCE À LA TRANSNATIONALISATION

Toute analyse du sous-développement de l'Amérique latine doit prendre comme point de départ un fait historique fondamental : soit que les structures et les systèmes de production de la région sont le produit d'un type centre-périphérie de division internationale du travail²⁵. Trois observations importantes relatives au développement dépendant latino-américain doivent être soulignées. D'abord, depuis son origine, l'Amérique latine s'est trouvée en position de satellite d'un centre métropolitain externe. Deuxièmement, un modèle de développement centrifuge – ou plus proprement, de recul du développement, a dominé la région. Troisièmement, près de deux siècles après l'indépendance formelle, le sous-développement structurel persiste. Le sous-développement latino-américain n'est toutefois pas le résultat direct d'un système mécanique centre-périphérie d'échanges inégaux mais il est plutôt renforcé par les conditions internes²⁶, les liens qui constituent un enchevêtrement complexe entre les groupes sociaux et politiques à la fois du centre et de la périphérie. Ceci forme aujourd'hui un réseau de dépendance complexe où les forces spécifiquement politiques ainsi que socio-économiques interagissent pour définir les paramètres du choix public.

Les structures sociales fondées sur des systèmes économiques centrifuges ont également eu tendance à durer. Le ranch, l'*hacienda* et les enclaves comme la ville minière ou la plantation d'Amérique centrale ont créé des conditions propices à l'émergence et à la perpétuation d'une élite *comprador*, dont l'orientation est extérieure et la fonction objectivement parasite²⁷. L'existence même de l'élite dirigeante a tenu au fait qu'elle constitue un lien, ou un intermédiaire, entre la société et les classes dominantes du centre métropolitain. Un tableau très simplifié de l'histoire de l'Amérique latine reliant entre eux les principaux paramètres économiques, sociaux, politiques et internationaux de son développement dépendant depuis les années 1800 jusqu'à nos jours permettrait de mettre notre analyse en perspective. Les quatre périodes – genèse, insertion, consolidation et transnationalisation – présentées dans le tableau suivant et qui furent élaborées dans un article antérieur²⁸, sont proposées à titre de référence générale.

24. Raul PREBISH, "The Dynamics of Peripheral Capitalism", in Louis LEFEVER et Liisa NORTH (Ed.), *Democracy and Development in Latin America*, Toronto, CERLAC-LARU, 1980, pp. 21-27 et Charles PREGGER-ROMAN, "Dependence, Underdevelopment and Imperialism in Latin America: A Reappraisal", in *Science and Society*, Vol. XLVII, no 4 (Hiver 1983-1984), pp. 406-426.
25. Voir par exemple I. OXAAL *et. al.* (Ed.), *Beyond the Sociology of Development*, London, Routledge and Keagan Paul, 1975, *passim*. et bien entendu, Andre Gunder FRANK, "The Development of Underdevelopment", in CUSO, *Readings in Development*, Vol. 1, Sec. 2, 4th Document, *passim*.
26. Frederick S. WEAVER, "Capitalist Development, Empire and Latin American Underdevelopment: An Interpretative Essay on Historical Change", *Latin American Perspectives*, Vol. III, no 4 (Automne 1976), p. 17.
27. Stanislav ANDRESKI, *Parasitism and Subversion: The Case of Latin America*, New York, Pantheon, 1967, *passim*.
28. NEF et ROJAS, *op. cit.*, p. 108.

**AMÉRIQUE LATINE :
TRANSNATIONALISATION**

	GENÈSE 1820-1880	INSERTION 1880-1930	CONSOLIDATION 1930-1950	TRANSNATIONALISATION 1950-
ÉCONOMIE	Économie agraire héritée de la période coloniale, marginalement intégrée au commerce global.	Poussée vers l'extérieur: économie d'exportation modernisée avec des enclaves étrangères et une oligarchie exportatrice agraire-commerciale intégrée fonctionnellement au commerce global (division internationale du travail).	Poussée vers l'intérieur: rétrécissement des marchés mondiaux, dépression et guerre. Modèle de substitution à l'importation.	Ré-insertion de l'économie d'importation et d'exportation et intégration verticale par les sociétés transnationales, domination du capital financier étranger.
SOCIÉTÉ	Antagonisme de classe latent. Structure sociale traditionnelle sous le contrôle incontesté de l'oligarchie terrienne et patrimoniale.	Antagonisme de classe manifeste entre la bourgeoisie agro-exportatrice et les travailleurs. Plus grande différenciation sociale avec l'émergence de classes moyennes urbaines.	Antagonisme de classe institutionnalisé. Les secteurs moyens sont incorporés au bloc du pouvoir soit comme médiateurs ou pour réprimer les demandes populaires.	Antagonisme de classe institutionnalisé avec crise de l'hégémonie et émergence d'alternatives radicales (soulèvement et dictature). Polarisation accrue et cooptation du secteur moyen à <i>l'establishment</i> .

	GENÈSE 1820-1880	INSERTION 1880-1930	CONSOLIDATION 1930-1950	TRANSNATIONALISATION 1950-
RÉGIME POLITIQUE	Instabilité et règle du <i>caudillo</i> suivie par des dictatures unificatrices et conservatrices. Participation restreinte aux élites urbaines et rurales.	Institutionnalisation d'un État national formel. Républiques oligarchiques à orientation libérale et participation limitée à la classe aisée et aux gens instruits.	« Contrat social » populiste. Alliance entre les secteurs moyens, la bourgeoisie nationale et des portions des classes ouvrières. État-providence keynésien. Participation élargie.	Crise de l'État providence-populiste: hypermobilisation, répression et rébellion. Guerres de libération nationale en réaction au terrorisme étatique et à la militarisation croissante. Doctrines de l'« ennemi intérieur » et de la « sécurité nationale ».
GROUPES DE LIAISON INTERNES	Les fractions exportatrices de l'élite foncière.	Importateurs et exportateurs (bourgeoisie <i>comprador</i>).	Le réseau d'importateurs-exportateurs est maintenu et comprend les dirigeants des sociétés para-publiques.	Capitalistes financiers, armée, technocratie (bourgeoisie bureaucratique).
GROUPES DE LIAISON EXTERNES	Bourgeoisies commerciales en Europe (lien fondamentalement économique).	Bourgeoisie d'investissement des métropoles et bureaucraties ayant peu d'autonomie relative (lien économique prédominant).	Bourgeoisie industrielle métropolitaine, investisseurs dans les secteurs d'extraction clés et bureaucrates (liens mixtes).	Liens nombreux avec cohabitation entre le capital financier transnational et le complexe militaro-industriel métropolitain.
SYSTÈME RÉGIONAL	Multipolarité avec prépondérance britannique.	Multipolarité avec présence américaine.	Fin de la multipolarité. Hégémonie américaine.	Unipolarité avec domination américaine.
SYSTÈME GLOBAL	Équilibre du pouvoir: multipolaire, centré sur l'Europe.	Impérialisme: centré sur l'Europe.	Redéfinition de l'hégémonie globale avec le néocolonialisme.	Bipolaire E.U.-URSS.

A — Économie d'exportation, conflit de classe latent et État patrimonial

L'indépendance politique obtenue au cours des années 1820 ne modifia pas de façon significative la fonction de l'élite ou la mise en périphérie structurelle des économies dans le système mondial. Elle ne fit que faire passer le centre de ce système d'abord de l'empire espagnol et portugais à l'empire britannique, puis au tournant du siècle (mais plus encore après la Première Guerre mondiale), aux États-Unis. Une caractéristique de ce type d'économie centrifuge néocoloniale consiste en une grande vulnérabilité aux cycles de croissance rapide et de décroissance accélérée²⁹. Celle-ci possède également des biais structurels internes qui vont à l'encontre d'une industrialisation indépendante et orientée sur la satisfaction des besoins. Les caractéristiques principales de l'économie d'exportation, bien ancrée et modernisée dans les années 1880, peuvent être résumées ainsi :

1. Prédominance de la monoproduction, orientée pour satisfaire la demande d'un marché extérieur.
2. Ceci renforçait une tendance historique à la détérioration continue des termes de l'échange, conséquence de trois facteurs externes : innovation technologique, fluctuation des prix et augmentation du coût des importations.
3. Dans ce contexte, la capacité d'importer ne pouvait rester stable – autrement que par une augmentation de la demande en Europe et en Amérique du Nord – qu'avec un accroissement de la productivité du travail (*i.e.* par l'accroissement du niveau de plus-value extraite du secteur salarié et des fermiers-locataires) ou en démantelant l'agriculture paysanne traditionnelle.
4. La plupart des produits manufacturés étaient importés, et la plus grande partie de ceux-ci destinée à satisfaire les besoins de consommation ostentatoire de l'élite.
5. Le véritable marché interne moderne était très limité, la grande majorité de la population n'y ayant pas accès.
6. Une bourgeoisie *comprador* devient le groupe dominant grâce au contrôle qu'elle exerce sur les rapports avec les marchés internationaux.

Malgré une différenciation aiguë entre les strates sociales et une exploitation objective, il convient de décrire les relations sociales de la plus grande partie du XIX^{ème} siècle en terme d'antagonisme de classe latent. Les classes inférieures étaient extrêmement fragmentées, souvent incorporées de façon corporatiste dans des formes de domination paternaliste et semi-féodale comme les *latifundia*, *fazenda* ou le ranch, ou isolées dans des économies paysannes de subsistance. De façon générale, l'hégémonie de l'élite, renforcée par les traditions et la religion, n'était pas menacée. Les querelles intra-élites, de nature personnelle, régionale ou religieuse constituaient les principales sources de conflit politique comme l'illustrent les

29. Helio JAGUARIBE, *Economic and Political Development: A Theoretical Approach and a Brazilian Case Study*, Cambridge, Harvard University Press, 1968, pp. 98-174. Nelson ROCKEFELLER, *The Rockefeller Report of a United States Presidential Mission for the Western Hemisphere*, New York Times Edition, Chicago, Quadrangle Books, 1969, *passim*.

périodes de guerre civile intermittente entre « Libéraux » et « Conservateurs », « fédéralistes » et « unitaires » en Argentine, en Colombie, au Vénézuëla et au Mexique. Les modèles d'institutionnalisation politique ont cependant variés. Au tournant du siècle, la différence entre les systèmes politiques du Cône Sud plus le Mexique et le Costa Rica d'une part et ceux de la plus grande partie de l'Amérique centrale et des Caraïbes (et peut-être la Bolivie et le Vénézuëla) d'autre part, tenait à ce que les premiers étaient devenus des systèmes patrimoniaux relativement institutionnalisés³⁰, alors qu'on retrouvait chez les seconds un fort degré de fragmentation de l'élite. À la suite des bouleversements de la période ayant immédiatement suivie l'indépendance, souvent sous le règne autocratique centralisé d'un puissant *caudillo*, les républiques oligarchiques commencèrent à prendre forme. Ceci fut rendu possible grâce à une expansion du commerce extérieur et à une croissance subséquente du surplus social. Ces régimes, par exemple Rozas en Argentine, l'empire brésilien sous Dom Pedro II, Porfirio Diaz au Mexique ou Portales au Chili, consolidèrent les coalitions oligarchiques relativement stables à l'aide de règles de base formelles sur la distribution du pouvoir et des privilèges entre les principales factions de l'élite, surtout l'aristocratie foncière et la bourgeoisie agro-exportatrice.

Jusqu'à un certain point, ceci s'applique également au Costa Rica. La centralisation de l'autocratie a permis d'accélérer la modernisation des économies nationales et la transition des politiques mercantiles de l'ère coloniale au système de libre-échange de l'économie mondiale sous le contrôle britannique et européen – et plus tard américain. Au cours des années 1880, les principales économies de l'Amérique latine étaient fermement ancrées dans le système de division internationale du travail : l'Argentine avec le boeuf, le Chili avec les nitrates, l'Uruguay avec la viande et la laine, le Mexique avec la pite*, le Brésil, Costa Rica, la Colombie et El Salvador avec le café. L'élite *comprador*, en particulier sa composante agro-mercantile, avait le monopole de l'établissement des liens entre la nation d'une part et les marchés et les centres de pouvoir du monde d'autre part. L'*estado en forma* était une extension des intérêts corporatistes dominants fournissant un mécanisme d'arbitrage pour distribuer le surplus économique entre les différents secteurs de la coalition oligarchique.

Bureaucratisation et politique de la classe moyenne

De la même façon, l'expansion et la modernisation de l'économie d'exportation posèrent les bases de l'émergence d'un secteur ouvrier « moderne ». La prolétarianisation de la classe inférieure fut accélérée par les guerres (comme au Chili), les réformes « libérales » dans les campagnes (par exemple au Mexique et au Salvador) ou la commercialisation orientée vers l'exportation (en Argentine, au Brésil ou en Uruguay).

30. Jacques ZYLBERBERG, « État-corporatisme-populisme, contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine », *Études internationales*, Vol. VII, no 2, Juin 1976, pp. 223-225.

* Matière textile extraite des feuilles de l'agave.

Avec la modernisation de l'économie d'exportation, les relations de travail semi-féodales et naturellement corporatistes³¹ comme celles qui prévalaient dans le *latifundio* ou dans les terres communales furent radicalement modifiées. Pour le démuné, les formes modernes d'organisation du travail se dépouillèrent des coussins paternalistes et de l'apparat traditionnel qui prévalaient à la campagne. Malgré toute sa courtoisie et sa saveur bourgeoise-libérale, la "*gentlemen politics*" était le domaine réservé d'une petite élite instruite et privilégiée n'ayant pas l'intention de céder aux demandes de la « méprisable » strate inférieure de la société. La répression fut opposée aux demandes des travailleurs au Chili, en Uruguay, en Argentine ou à Cuba – et à celles des victimes de l'aliénation des terres au Mexique, au Salvador et au Guatemala. Ceci provoqua en retour un militantisme accru, et davantage de répression. Le processus culmina avec la constitution d'une résistance de masse bruyante et potentiellement radicale, effectivement aliénée des principaux médiateurs politiques de la société. Bien que numériquement faible selon nos normes actuelles, ces mouvements posaient une menace sérieuse à l'aristocratie, peu nombreuse et jusque-là incontestée. Dans ces conditions, une contradiction s'établit entre les besoins croissants en travail de l'économie d'exportation – nécessitant une mobilisation physique d'envergure – et la nature restrictive et aristocratique du régime.

Par conséquent, particulièrement dans les économies plus « avancées », les relations entre les élites et les masses commencèrent à changer, au tournant du siècle, passant de la passivité de la lutte de classe latente entre une élite et une masse fragmentée à la confrontation manifeste et spécifiquement politique entre les classes. Simultanément au développement d'un mouvement ouvrier naissant mais militant, de rapides changements démographiques se produisirent. L'urbanisation, la migration intérieure, et un flot très important d'immigrants européens créèrent les conditions propices à l'émergence de nouvelles strates moyennes³². Celles-ci étaient en grande partie formées d'employés, de professionnels et de petits rentiers, ainsi que des employés civils et militaires de l'appareil d'État patrimonial nécessaires au maintien de l'« ordre ». Ces nouvelles forces sociales allaient être un facteur déterminant de la nature des relations de classe et de la situation politique en Amérique latine au cours du demi-siècle suivant. Elles se manifestèrent de façon différente suivant les conditions locales.

On peut difficilement assimiler les « classes » moyennes d'Amérique latine à la notion européenne ou nord-américaine de petite bourgeoisie³³. En effet, il ne s'agissait pas essentiellement de classes capitalistes liées à la petite propriété ou à l'argent. Elles étaient constituées d'une part d'aristocrates à mobilité sociale descendante, et d'autre part de quelques membres des classes inférieures et d'immigrants à mobilité ascendante, les deux groupes coexistant dans un "*no man's land*" social. Au cours de la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, ces groupes ne se

31. Ronald C. NEWTON, "Natural Corporatism and the Passing of Populism in Spanish America", *Review of Politics*, Vol. 36, no 1, p. 34.

32. John JOHNSON, *Political Change in Latin America: The Emergence of the Middle Sectors*, Stanford, Stanford University Press, 1958, *passim*.

33. Jose NUN, "A Latin American Phenomenon: The Middle-Class Military Coup", in PETRAS et ZEITLIN, *op. cit.*, pp. 145-185.

constituèrent pas en une classe moyenne distincte. En l'absence d'une base économique (par exemple le « petit » capital) et plus encore, d'une orientation idéologique commune, sans parler d'un projet hégémonique propre, cet ensemble de factions jouissait de peu d'autonomie par rapport aux élites foncières et commerciales traditionnelles. Dans certains cas, plus spécialement en Amérique du Sud, l'aristocratie – confrontée au militantisme croissant des travailleurs – fut suffisamment souple pour établir un cadre institutionnel propre à la protéger de l'agitation. Ce fut le cas en Argentine, en Uruguay et au Chili, où furent adoptées un certain nombre de politiques additionnelles vouées à l'assimilation des secteurs moyens. Dans le secteur éducatif-idéologique, on nota un développement de l'enseignement secondaire et post-secondaire. L'institution clé fut ici l'école secondaire publique, un hybride du lycée français et de son équivalent allemand, *Gymnasium*, de même que les écoles normales pour les enseignants. Dans le domaine de l'emploi, il y eut une expansion et une modernisation des services militaire et civil. Les finissants des institutions d'éducation pouvaient trouver là des occupations « nobles ». Pour ce qui est du domaine politique, il y eut un élargissement du droit de vote. Dans le domaine de la sécurité sociale, suivant l'exemple bismarckien, les fonds de sécurité sociale pour les cols blancs fournirent aux couches moyennes une base économique. Ces politiques – qu'elles aient été intentionnelles ou le résultat de pressions sociales – entraînèrent la création d'une base structurelle nécessaire à l'émergence et à la reproduction d'un nouvel employé de « classe moyenne ».

Une telle consolidation ne se produisit pas dans les pays dominés par les enclaves agro-exportatrices et sans immigration significative (c'est le cas presque partout en Amérique centrale). Ceux-ci, à la suite de l'occupation étrangère sous la diplomatie américaine des canonnières et du dollar (par exemple au Nicaragua, à Panama ou en République dominicaine), virent plutôt apparaître certains intermédiaires bureaucratiques et surtout militaires n'ayant toutefois pas l'envergure et ne provoquant pas les effets politiques globaux de leurs équivalents sud-américains ou mexicains.

Ces strates moyennes ont formé un étrange amalgame caractérisé par de profondes contradictions internes. Les secteurs moyens sont subjectivement oligarchiques mais objectivement prolétarisés et ils n'ont que peu d'accès à la propriété des moyens de production. À la différence de leurs équivalents petits bourgeois européens et nord-américains, ils ne pouvaient se maintenir qu'en vendant leur force de travail sur le marché. Ceci signifie qu'ils dépendaient largement du népotisme exercé sur le secteur public par l'élite (et plus tard de leur propre contrôle), puisqu'ils constituaient presque exclusivement une classe de service. Subjectivement, cette classe de cols blancs, en raison de son éducation, a reproduit les valeurs, les normes et les attentes de l'aristocratie. Elle a fait preuve d'un dédain particulièrement profond à l'endroit du travail manuel et des autres occupations non-courtoises incompatibles à son éducation « supérieure »³⁴. En fait, pour la classe

34. F. Pike a soutenu de façon convaincante que l'instruction de la classe moyenne durcit les barrières sociales. Frederick B. PIKE, *Chile and the United States 1880-1962. The Emergence of Chile's Social Crisis and the Challenge to United States Diplomacy*, Notre Dame, Notre Dame University Press, 1963, p. 289.

moyenne, l'éducation a constitué le critère de différenciation de sa position dans la société et de restriction de la mobilité de la classe inférieure.

Dans le cas particulier des pays du Cône Sud et aussi du Mexique, du Brésil et du Costa Rica, l'émergence du réformisme de classe moyenne désamorça un baril de poudre politique en réorientant les frustrations de la classe des travailleurs vers les canaux institutionnels et parlementaires (bien que dans un premier temps, les politiques des strates moyennes aient eu une orientation « prétorienne », celle-ci fut de courte durée). Comme l'a souligné un observateur, l'établissement de la politique de la classe moyenne fut le « paratonnerre de la tempête prolétarienne »³⁵. Le nouvel arrangement englobant ouvrit et élargit l'arène politique en donnant aux secteurs moyens un rôle accru dans l'administration des affaires de l'État.

La plus grande partie des couches moyennes forma une « administration de statut »³⁶, chargée de la gestion de l'hégémonie et en relation de condominium avec les élites agro-commerciales. Celles-ci gardaient le contrôle de l'économie, la production de l'idéologie (les médias) et la position dirigeante au sein de la société. Mais, mieux encore, elles conservaient leur fonction de liaison, grâce au contrôle exercé sur le commerce, avec la métropole, avec le « métapouvoir »³⁷ – la capacité de restructurer les paramètres au sein desquels se produisaient les rapports politiques.

Avec l'élargissement de l'arène politique, il y eut une augmentation de l'autonomie relative des couches moyennes et des bureaucraties civile et militaire par rapport au contrôle direct de l'élite. Avec la bureaucratisation croissante et la fin du patrimonialisme, les politiques de la classe moyenne facilitèrent la création des conditions politiques propices à l'incorporation sélective des travailleurs urbains syndiqués au jeu électoral et parlementaire formel. Ce fut le cas avec l'Argentine d'Irigoyen, Alessandri au Chili et Batlle en Uruguay. Cependant, les réformes politiques étaient clairement délimitées. À l'exception évidente du Mexique et du Costa Rica où les alliances politiques comptaient une composante assez considérable de soutien paysan, elles furent confinées aux centres urbains.

Avec l'extension de l'arène politique formelle, le système de lutte de classe dans le Cône Sud (les années 1920), au Costa Rica (les années 40) et au Mexique (après 1917) s'institutionnalisa³⁸. Les demandes conflictuelles allaient être arbitrées par un État administratif³⁹ de fonctionnaires de classe moyenne qui jouait également le rôle de médiateur entre le monde des affaires et les travailleurs. Un tel

35. Hernan Ramirez NECOCHEA, cité dans Norbert LECHNER, *La Democracia en Chile*, Buenos Aires, Signos, 1970, pp. 61-66.

36. Il s'agit d'un terme inventé par Fritz MORSTEIN-MARX, "The Higher Civil Service as an Action Group in Western Political Development", in Joseph LA PALOMBARA (Ed.), *Bureaucracy and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1969, pp. 67-70.

37. BAUMGARTNER, BUCKLEY, BURNS et SCHUSTER, "Metapower and the Structuring of Social Hierarchies", in T. BURNS et W. BUCKLEY, *Power and Control: Social Structures and Their Transformation*, Beverly Hills, Sage, 1976, pp. 224-225.

38. LECHNER, *op. cit.*, p. 61.

39. Dwight WALDO, *The Administrative State: A Study of the Political Theory of American Public Administration*, New York, Ronald Press Co., 1948 et Fritz MORSTEIN-MARX, *The Administrative State: An Introduction to Bureaucracy*, Chicago, University of Chicago Press, 1957, *passim*.

arrangement exigeait un degré élevé de solvabilité fiscale pour rediriger les ressources vers les groupes de pression des classes moyenne et inférieure sans modifier la structure de privilèges de l'élite. Ceci signifiait nécessairement une croissance économique soutenue de l'économie orientée vers l'exportation, condition qui ne pouvait être remplie. Les déficits fiscaux prolongés, l'inflation et l'impasse constituèrent rapidement l'alternative.

Le modèle exclusif

Dans la plupart des pays moins développés, le niveau global de surplus était réduit, et la taille et l'importance relative des strates moyennes étaient beaucoup moins grandes. De plus, dans plusieurs cas en Amérique centrale et dans les Caraïbes (Nicaragua, Honduras, Guatemala et République dominicaine), l'aristocratie foncière était divisée. Cette condition fut aggravée par l'intervention étrangère. La diplomatie américaine des canonnières⁴⁰ transforma radicalement les alliances politiques internes en transnationalisant les conflits politiques intérieurs.

La stabilité politique au sein de l'élite dépendait essentiellement de deux facteurs principaux, le premier étant les prix du marché mondial pour les exportations agricoles: le café, les bananes ou d'autres exportations agricoles dont le prix fluctuait beaucoup. Tant qu'il y avait un surplus économique, le consensus au sein des limites étroites de l'élite – qui gérait directement l'État – était possible. Le second facteur fut le rôle de contrepoids et de participation des États-Unis aux processus politiques internes par l'intervention directe ou le contrôle des secteurs clés de l'État (par exemple les gardes nationales). Bien entendu, la majorité rurale de la population restait complètement exclue du « consensus restreint », leur lien direct le plus évident avec l'État étant celui de la répression. Comme le laisse supposer ce qui précède, le rôle principal de l'État en était un d'accumulation et de mise en application autoritaire, plutôt que de gestion de l'hégémonie. La mise en application autoritaire, soutenue par les acteurs étrangers, devint dans ce contexte d'une importance vitale pour le maintien de l'ordre socio-économique. Toutefois, elle éliminait la possibilité du plus élémentaire consensus national.

Plus tôt, au cours de la dernière partie du 19^{ème} siècle, un système de répression et de résistance s'était établi. Même si les rébellions rurales étaient souvent sanglantes, et certainement persistantes (comme au Salvador, au Nicaragua ou au Guatemala), elles étaient aussi intermittentes, localisées et désorganisées. Jusque-là, l'opposition populaire était encore une réponse de masse, de nature essentiellement traditionnelle, résistant violemment aux insécurités créées par la disparition du mode de vie précapitaliste. À ce stade, elle ne constituait pas une véritable réaction de classe au sens de la reconnaissance de sa position fondamentalement antagoniste au sein du processus de production, par comparaison à celle de l'oligarchie foncière. Néanmoins, au cours des luttes qui se sont succédées, avec la progression continue de la dépossession des terres et la prolétarianisation objective de la force de travail rurale résultant de la modernisation de l'agriculture, certaines manifestations d'une

40. Federico GIL, *Latin American – United States Relations*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, Mc., 1971, pp. 69-108.

conscience de classe embryonnaire apparentent. Les strates moyennes, faibles et peu nombreuses, ne pouvaient ici jouer un rôle de médiation. Elles étaient devenues un petit appendice des élites foncières, ne jouissant que de peu d'autonomie. Leur ascension vers le pouvoir, lorsqu'elle se produisait, se limitait à l'armée et était le résultat d'événements externes et fortuits comme la Grande dépression ou les occupations américaines. Dans ces conditions, l'État ne pouvait faire office de mécanisme de résolution des conflits. En fait, et comme nous le verrons plus loin, ces événements déclenchèrent un type de processus politique qui fit de l'inclusion et de l'institutionnalisation subséquente des luttes de classe une impossibilité logique.

B — Dépression, substitution à l'importation et populisme

Avec la dépression mondiale, une grave crise de solvabilité fiscale s'installa partout en Amérique latine. La mise en oeuvre du projet réformiste de la classe moyenne, qui avait été tentée plus tôt dans le Cône Sud, s'avéra extrêmement difficile. En Amérique centrale, la fin de l'âge d'or de l'exportation rompit l'alliance sociale existant au sein des élites traditionnelles.

Dans tous les cas, l'armée fut la monnaie politique de la crise. Les corps d'officiers remplirent deux tâches fondamentales en réagissant aux craintes qu'avait l'élite d'une révolution de la classe inférieure. D'abord, ils débarrassèrent la scène des acteurs politiques « superflus », s'alignant donc sur leurs mentors aristocratiques. La fonction étatique globale de gestion des crises consistait à consolider l'ordre socio-économique existant. Les politiques adoptées varièrent toutefois considérablement selon les circonstances spécifiques reliées au rapport des forces entre le soutien et l'opposition ainsi qu'à la configuration interne de la coalition dominante. Dans la plus grande partie de l'Amérique du Sud — où existait une assise de classe moyenne à l'extérieur du corps des officiers — après une première réaction conservatrice, le modèle dominant fut constitué d'un mélange d'industrialisation fondée sur la substitution à l'importation et de populisme politique dirigé par le secteur moyen. La tendance fut également au populisme au Mexique. Presque partout en Amérique centrale et dans les Caraïbes, comme nous l'avons déjà mentionné, cette alternative était bloquée.

Dans le premier cas, le rôle de l'État fut momentanément élargi en réaction à la crise. La réaction classique à la catastrophe économique des années 30 fut l'industrialisation fondée sur la substitution à l'importation sous l'impulsion de l'État. Cette politique expansionniste assurait de l'emploi aux strates moyennes dont le statut avait été menacé avec le déclin rapide de l'économie d'exportation. Elle permettait également d'attirer « les masses », particulièrement les travailleurs urbains syndiqués, et assurait la survie des mécanismes de cooptation des membres potentiellement mécontents de ceux qui voulaient aussi avoir accès à l'éducation. La mise en oeuvre d'un programme étatiste et populiste dans les pays les plus avancés augmenta l'autonomie relative de l'État — et celle des secteurs moyens — par rapport aux classes foncières et exportatrices traditionnelles, mais sans nécessairement antagoniser les dernières. De fait, la substitution à l'importation contribua à la stabilité de l'élite.

En Amérique centrale et dans les Caraïbes, la faiblesse des strates moyennes, combinée à l'intervention étrangère, créa une situation fort différente. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'ascension de segments des groupes moyens, surtout l'armée (les gardes nationales), fut le résultat direct soit de l'occupation étrangère, soit d'une rupture au sein du bloc de pouvoir aristocratique (par exemple Hernandez au Salvador). Les cas de Somoza au Nicaragua, Magloire en Haïti, Ubico au Guatemala, Batista à Cuba et Carias au Honduras sont des exemples de l'accroissement de l'autonomie relative de l'État aux dépens de la souveraineté relative. Les rapports étroits entre ces régimes « guerriers » ou « gangstéristes » et Washington constituèrent le facteur de soutien le plus important pour la préservation du statu quo. Cette transnationalisation aiguë de l'État et des secteurs sociaux qui y étaient associés rendit impossible la formulation d'un projet national aux caractéristiques hégémoniques. Plutôt, la répression directe exercée sur les groupes populaires – et même sur des secteurs des strates moyennes et de la bourgeoisie – fit de l'illégitimité la norme principale de la culture politique. La perception de Somoza comme étant le « dernier *marine* » prenait dans ce contexte une signification évocatrice. De la même façon, les luttes populaires contre les autocraties locales se transformèrent par défaut en guerres de libération nationale. Dans le contexte centraméricain, la substitution à l'importation, l'industrialisation, l'étatisme et le populisme, à l'exception notable du Costa Rica, se révéleront des projets non viables. Il fallut attendre la création du Marché commun de l'Amérique centrale, à la fin des années 50, pour que soit entreprise une pseudo-substitution à l'importation. La tentative, bien qu'économiquement couronnée de succès, s'effondra peu après la guerre du soccer de 1969 entre El Salvador et le Honduras.

Jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, la substitution à l'importation, dans les pays relativement plus développés, traversa la première de ses deux phases principales. À un stade préliminaire, elle constituait une tentative de prévention d'une catastrophe sociale et politique au moyen de l'intervention de l'État. Avec la chute spectaculaire des importations et sans capacité d'importation, les gouvernements jouèrent le rôle de stimulateurs de l'économie nationale. Un keynésianisme *de facto* relevait de l'opportunisme politique et de la survie. Avec le déclenchement de la guerre et la reprise relative des économies occidentales, la demande pour les ressources naturelles latino-américaines augmenta considérablement. Ceci donna l'impulsion nécessaire à une nouvelle politique de planification et de gestion économique au Mexique et en Amérique du Sud: la substitution à l'importation accompagnée de l'expansion de l'exportation. Au cours de toute cette période cependant, aucune attention sérieuse ne fut accordée à la modification des exportations traditionnelles, à la diversification, et encore moins à l'autosuffisance. La substitution à l'importation avait donc de grandes contraintes structurelles. Il est vrai qu'il y avait croissance des économies. Cependant, malgré le mythe propagé par les nationalistes économiques latino-américains, même si la croissance soutenue s'était poursuivie au cours des années 60, les économies n'auraient peut-être pas pu « décoller » d'elles-mêmes. La persistance du sous-développement structurel et la nature parasitique des élites posaient des contraintes insurmontables à toute stratégie économique progressive.

La substitution à l'importation dans le secteur manufacturier, fondée sur l'expansion des exportations, dans le Cône Sud, le Brésil et le Mexique, permit de renforcer et d'étendre la formule populiste des années ayant précédé la récession. Un important appareil étatique était déjà en place et fermement contrôlé par la classe moyenne. De plus, l'économie d'exportation avait connue une reprise sensible grâce à la demande du temps de guerre. Les conditions internationales, dont la guerre, facilitaient aussi les alliances tactiques entre les syndicats de cols bleus et les strates moyennes bureaucratiques. Comme la mobilisation de la classe inférieure avait été physiquement et fonctionnellement limitée, une alliance des secteurs moyens et des classes de travailleurs syndiqués ne posait pas de véritable menace à la position économique et sociale des élites rurales et commerciales traditionnelles. Au contraire, elle élargissait la base de la légitimation de la formule politique déjà établie engageant un processus de participation élargie et de démocratisation.

Dans ce cas, la légitimation reposait sur l'amélioration des conditions de travail, des salaires et des droits syndicaux des travailleurs urbains. Le renforcement de la tendance de la classe moyenne à promouvoir l'État-providence – présente depuis les années 20 – étendit les sources d'emploi à la classe moyenne chargée de son administration. De plus, l'intervention de l'État dans la planification, le financement et la mise en oeuvre des politiques de reprise industrielle apporta des changements qualitatifs au rôle de l'État dans l'économie⁴¹.

L'épuisement des politiques de substitution à l'importation : Impasse et répression

La demande de matières premières se stabilisa peu après la mise en oeuvre du Plan Marshall en Europe mais les effets de ce processus furent plus sérieusement ressentis à la fin de la guerre de Corée. Le commerce international perdit donc du terrain en tant que source de financement des plans de développement. D'autre part, la substitution à l'importation ne modifia pas la nature centrifuge de l'économie d'exportation. Elle ne fit que répondre de façon pragmatique à une crise des importations nécessaires à la consommation ostentatoire des élites. L'accroissement de la demande au cours de la guerre et de l'après-guerre relégua au rang de simple problème théorique les questions de diversification et d'autosuffisance. Dans le domaine du financement interne des plans de développement, les élites commerciales et foncières n'étaient pas prêtes à accepter de supporter le fardeau de l'État. La sécurité sociale gouvernementale et les plans de développement souffrirent d'un manque de financement chronique, tributaires d'une augmentation de la masse monétaire et de revenus d'exportations incertains plus que de la taxation directe.

Cependant, les limites les plus importantes à l'industrialisation par la substitution à l'importation ont été de nature sociale et politique. La mise en oeuvre pleine et entière de la logique de la substitution à l'importation jusqu'à son aboutissement,

41. William P. GLADE, *The Latin American Economies: A Study of Their Institutional Evolution*, New York, Van Nostrand, 1969, pp. 403-482. Et pour une analyse pénétrante des stratégies de substitution à l'importation, voir Celso FURTADO, *Economic Development of Latin America. Historical Background and Contemporary Problems*, Second Edition, London, Cambridge University Press, 1976, pp. 107-117.

le développement national autosuffisant, aurait exigé un élargissement très important d'un marché par ailleurs extrêmement limité. En termes économiques, ceci signifiait la transformation de la plus grande partie de la population disposant de revenus tout juste suffisants pour vivre en un marché de consommation de masse capable d'acheter les biens produits au pays. La création de grands marchés nationaux aurait exigé une modification radicale de la structure sociale, plus particulièrement une diminution des barrières de classe et une véritable révolution de l'ordre agraire. La substitution à l'importation ne fut toutefois jamais destinée à constituer une stratégie radicale de développement économique. Il ne faut pas oublier qu'historiquement, l'opposition entre la bourgeoisie urbaine et l'aristocratie foncière n'a pour ainsi dire pas existé en Amérique latine. Ainsi, alors que la mise en oeuvre d'un projet de développement nationaliste nécessitait une expansion du marché interne, le maintien de l'ordre socio-économique sous la domination de l'élite exigeait justement le contraire : la perpétuation d'un petit marché orienté vers la consommation ostentatoire. En deux décennies, les stratégies de substitution à l'importation ne remplissaient plus leur objectif originel, le maintien du système. Les économies des pays plus industrialisés d'Amérique latine retournèrent rapidement au mélange traditionnel d'exportation et de développement orienté vers l'extérieur de l'époque antérieure à la dépression. La superstructure politique et les attentes créées par le populisme devaient toutefois, elles, demeurer. Le problème politique des prochaines décennies, à la fois pour les élites et les masses, allait être de faire correspondre les « réalités » politiques aux « réalités » économiques. Une démocratisation sans croissance entraînait nécessairement l'ébranlement du capitalisme. Pour survivre, le capitalisme dépendant devait détruire la démocratie.

Le retour à la « normalité » économique fut donc accompagné de nombreuses difficultés internes. Il se posait également d'énormes contraintes externes. Le système international des années 1950 avait peu de points communs avec le tableau de l'après-guerre. La montée de la puissance globale américaine, la guerre froide, la bipolarité rigide, le système économique global modelé par Bretton Woods et la recrudescence des conglomérats transnationaux furent au nombre des nouvelles difficultés et contraintes auxquelles durent faire face les économies traditionnellement orientées vers l'exportation de l'Amérique latine. De plus, les crises répétées du secteur de l'exportation jouèrent un rôle extrêmement important dans la détérioration des termes de l'échange dans le cas des producteurs primaires et du financement des projets gouvernementaux. À partir de ce moment, l'aide étrangère et l'endettement croissant allaient devenir les principales avenues de financement du développement.

La création d'un réseau élaboré d'« économie mixte » – organismes de planification, institutions financières, sociétés d'État et bien-être social en Amérique du Sud et au Mexique – ne modifia pas radicalement la nature des relations socio-économiques au sein de ces pays. L'interventionnisme étatique, comme l'a souligné Petras, « eut comme conséquence la création et la protection d'une bourgeoisie industrielle nationale – un socialisme pour les riches »⁴². La bureaucratie étatique

42. James PETRAS, *Politics and Social Forces in Chilean Development*, Berkeley, University of California Press, 1969, p. 50.

servit de mécanisme clé pour les politiques d'intégration de différentes strates sociales au projet de l'élite.

Lorsque les stratégies de substitution à l'importation furent épuisées, des politiques mettant de plus en plus l'accent sur la confrontation se substituèrent au « contrat social » précaire établi entre des groupes sociaux par ailleurs antagonistes⁴³. Dans les pays plus avancés, les politiques inflationnistes – la spirale des prix et des salaires – se révélèrent très tôt une forme cachée et prolongée de conflit civil. Les mécanismes étatiques reproduisirent et augmentèrent l'« effet d'accélération » du conflit social institutionnalisé. Avec l'augmentation du militantisme chez les travailleurs, les strates moyennes tentèrent de reconstituer une coalition « viable » pour assurer la « stabilité » en adoptant une position encore plus à droite. La crainte d'une mobilisation de la classe inférieure et d'éventuelles « révolutions » en découlant jouèrent un rôle important au sein de cette joute politique.

Si le type d'impasse politique décrite plus haut a constitué une caractéristique inhérente à l'antagonisme de classe institutionnalisé, l'épuisement de la substitution à l'importation au cours des années 1950 fut une crise d'accumulation au sein d'un processus de mobilisation de masse accélérée. Les dysfonctions cumulatives et multiples eurent comme conséquence la rupture du compromis social tenu des alliances populistes. Le moment et la rapidité de ce processus ont varié suivant les pays, mais il est devenu manifeste à la fin des années 1950. La chute de Vargas (1953) et de Peron (1955), ainsi que le virage à droite du Parti radical du Chili (1948) furent le signal du commencement de la fin du populisme.

En Amérique centrale et dans les Caraïbes, où, à l'exception du Costa Rica, l'État administratif (*i.e.* l'ordre « légal-rationnel » fondé sur une formule hégémonique) ne s'implanta jamais véritablement (et où, comme on l'a dit plus haut, la substitution à l'importation accompagnée du populisme n'était pas non plus viable), la crise, à partir des années 1950, fut plus brutalement une crise de domination. Elle soumit les États répressifs en place et leurs assises étrangères, de plus en plus impuissants, au contrôle de l'armée. Cuba (1956-1959) fut le premier symptôme d'une vague de révolutions nationales proposant un nouveau projet politique (une forme de populisme radical) et soutenues par une coalition politique très différente de celles qui avaient existé auparavant.

Bref, là où les régimes étaient plus institutionnalisés, comme au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Chili, la crise de l'État a été principalement une crise hégémonique prolongée, une crise de légitimation, passant par l'impasse pour mener à un État autoritaire-capitaliste ou autoritaire-bureaucratique. À ce point, l'ordre socio-économique existant fut maintenu par le recours à la répression non déguisée quoique hautement bureaucratifiée et par la création d'une nouvelle alliance politique (mais pas nécessairement hégémonique) réduite. Cette coalition reposait essentiellement sur un arrangement transnationalisé (un bloc de pouvoir) entre la bourgeoisie (*comprador* et métropolitaine), qui a fourni le contenu du projet social,

43. Albert HIRSCHMAN, "Alternatives to Revolution", in Laura RANDALL (Ed.), *Economic Development: Evolution or Revolution?*, Boston, D.C. Heath and Co., 1964, p. 84.

et l'*establishment* militaire étalement transnationalisé, qui a fourni la force nécessaire pour tenir à distance le secteur populaire. Le coup d'État au Brésil en 1964 fut le premier de la série des « nouveaux » régimes militaires. Le coup d'État du général Onganía contre le président Illia en 1966 en Argentine, le coup d'État déguisé (ayant culminé en 1973) en Uruguay et le coup d'État contre le gouvernement socialiste du président Allende au Chili (1973) ont été du même type. Inversement, là où les régimes étaient moins institutionnalisés, l'État autoritaire et depuis longtemps transnationalisé et ses assises, tant internes qu'externes, ont été minés par un fort courant national-révolutionnaire. Là, les forces de répression ne peuvent plus longtemps se substituer à la légitimité. En l'absence prolongée de celle-ci, la force s'oppose à la force: répression *versus* révolution.

L'effondrement de la formule populiste, avec ses principes économiques néo-keynésiens, son industrialisation fondée sur la substitution à l'importation et l'importance conférée au "*big government*" dans les pays plus développés, semble une conséquence presque inévitable des contradictions inhérentes à une telle politique. L'élargissement de la participation ne pouvait coexister avec le capitalisme dépendant que sous le charme d'une expansion économique. La crise de l'hégémonie provoqua une « révolte des élites » qui virent leur liberté économique maintenue au prix de la liberté politique. Sous un régime capitaliste autoritaire, la répression est une composante fondamentale de celle-ci. Comme l'a écrit Orlando Letelier, « elles sont les deux faces d'une même médaille »⁴⁴.

C — Le capitalisme autoritaire et ses variantes

De façon insidieuse, la diffusion des pratiques administratives « modernes » (*i.e.* le « développement administratif ») de l'Ouest se situe au coeur des tendances au recul du développement. Deux projets américains distincts aux prétentions hégémoniques ont exercé une influence considérable sur le développement du capitalisme autoritaire. L'un est le « Pentagonisme », en particulier l'idéologie de la « lutte contre la subversion »⁴⁵. L'autre est le « Trilatéralisme », l'idéologie du milieu des affaires, particulièrement des sociétés transnationales⁴⁶.

Le modèle de la Sécurité nationale

Le « Pentagonisme » est un phénomène bureaucratique ayant évolué presque concurremment à l'État administratif américain moderne et relativement autonome⁴⁷. Il trouve son origine dans l'interventionnisme corporatiste des années 30.

44. Orlando LETELIER, "The 'Chicago Boys' in Chile. Economic 'Freedom's Awful Toll'", *The Nation*, 28 août 1976, pp. 138 et 142.

45. William BARBER and Neal RONNING, *Internal Security and Military Power: Counter-insurgency and Civil Action in Latin America*, Columbus, Ohio State University Press, 1966, pp. 217-245. Charles D. CORBETT, *The Latin American Military as a Socio-Political Force*, Miami, Center of Advanced International Studies, The University of Miami, 1971, pp. 13-19.

46. Osvaldo SUNKEL, "Transnational Capitalism and National Disintegration in Latin America", in *Social and Economic Studies*, Vol. 22, no 1, Mars 1973, pp. 156-171.

47. Chris L. JEFFRIES, "Public Administration and the Military", *PAR*, Vol. 36, no 4, pp. 321-333.

Mais il traduit surtout la croissance du complexe militaro-industriel depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce modèle cherche à remplacer les pratiques consensuelles et pluralistes au centre par un nouvel ordre technocratique « rationnel » aux accents populistes⁴⁸. La sécurité nationale⁴⁹ et les politiques antidéveloppementales⁵⁰ remplacent la vieille rhétorique développementaliste et participante jadis prônée comme antidote aux soulèvements dans la périphérie. Il s'agit essentiellement d'une stratégie de "containment" accompagnée d'une orientation néo-impérialiste et néo-corporatiste. Ici, les intérêts de sécurité de la bureaucratie militaire américaine sont suprêmes. L'aide, l'entraînement et l'endoctrinement reproduisent l'idéologie de la guerre froide et de lutte contre la subversion au sein des *establishments* militaires clients en Amérique latine. Si la mise en oeuvre de ce projet ultranationaliste requiert un fort degré de mobilisation au pays (les États-Unis), sous la menace du communisme, il nécessite une démobilisation et une dénationalisation radicales en Amérique latine. Cet ordre nouveau entraîne en périphérie un transfert de la fonction de maintien du système et de planification, passant d'une fonction publique appartenant à l'élite à un corps de bureaucrates en uniforme⁵¹. La mobilisation, la participation et l'intégration nationale ont été remplacées par l'« antipolitique » et l'ordre⁵². La planification du développement est donc remplacée par le contrôle social comme mécanisme clé de l'administration gouvernementale. Ce modèle institutionnel⁵³ privilégie le maintien du système aux dépens du « développement », et plus encore de la satisfaction des besoins sociaux. Là, les « techniques » administratives comprennent une panoplie de fonctions manifestement « terroristes » de gouvernement⁵⁴. De façon paradoxale, alors que le niveau de contrôle social augmente en « profondeur », le champ de l'activité gouvernementale se rétrécit habituellement énormément dans les domaines de la gestion économique et du bien-être social. Dans ce contexte, le développement administratif s'oppose directement au concept keynésien d'administration du développement⁵⁵, la fonction clé de l'État périphérique étant ici la création des conditions « favorables » à la

48. Jorge TAPIA-VIDELA, "Understanding Organizations and Environments: A Comparative Perspective", *PAR*, Vol. 36, no 6, November-December, 1976, p. 63.

49. Jean-Louis WEILL, Joseph COMBLIN, Judge SENESE, *The Repressive State: The Brazilian National Security Doctrine and Latin America*, Toronto, Laru, c1979, Documents III, no 2, pp. 30-63.

50. Brian LOVEMAN, "The Comparative Administration Group, Development and Anti-Development", *PAR*, *loc. cit.*, p. 620.

51. Edward FEIT, *The Armed Bureaucrats: Military-Administrative Regimes and Political Development*, Boston, Houghton Mifflin Co., 1973, pp. 6-8.

52. TAPIA-VIDELA, *op. cit.*, pp. 634-635.

53. Le terme est utilisé en référence à la conceptualisation de Samuel Huntington qui confère beaucoup d'importance à « l'ordre institutionnel » par comparaison aux autres considérations. Cf. S. HUNTINGTON, "Political Development and Political Decay", in Roy MACRIDIS et Bernard BROWN (Ed.), *Comparative Politics: Notes and Readings*, Third Edition, Homewood, The Dorsey Press, 1968, pp. 521-558. Cf. Donal Cruise O'BRIEN, "Modernization, Order and the Erosion of a Democratic Ideal. American Political Science 1960-1970", *Journal of Development Studies*, no 8, Juillet 1972, pp. 351-378.

54. LOVEMAN, *op. cit.*, et Marcio MOREIRA ALVES, "Urban Guerrillas and the Terrorist State", in ROSENBAUM et TYLER, *Contemporary Brazil: Issues in Economic and Political Development*, New York, Praeger, 1972, pp. 51-53.

55. Pour la définition d'un concept ainsi que de ses hypothèses, voir William SIFFIN, "Two Decades of Public Administration in Developing Countries", *PAR*, Vol. 36, no 1 (1975), p. 68.

pénétration étrangère, à la fois économique et politique. Les exemples cités plus haut du Brésil au cours des années 60 et au début des années 70, du Chili contemporain, de l'Uruguay et de l'Argentine sous les généraux illustrent particulièrement bien cette tendance.

En dernière analyse, l'objectif de l'État autoritaire est devenu hautement spécialisé: l'administration (ou l'« allocation autoritaire ») de la violence⁵⁶. Les structures, les objectifs, les doctrines, les techniques – sans compter la quincaille – militaires comptant au nombre des technologies les plus facilement transmissibles dans ce monde actuel où la bipolarité rigide et le jeu des alliances dominent les relations entre l'Amérique latine et les États-Unis, le professionnalisme militaire continental est devenu la caractéristique bureaucratique la plus homogénéisante. Une telle « modernisation » institutionnelle sert également de lien entre la périphérie et le centre. En ce sens, la modernisation militaire, particulièrement orientée vers la « lutte anti-subversive », a entraîné la transnationalisation de la classe des officiers⁵⁷. Ceci constitue la menace la plus grave pour la souveraineté de l'État latino-américain. La Sécurité nationale devient synonyme de la dénationalisation de l'État. Cet État « prétorien » se transforme à son tour en force d'occupation, en guerre contre sa propre nation.

Le Trilatéralisme

De la même façon, le modèle de la société transnationale a entraîné un transfert substantiel de la technologie de l'organisation et a fourni un véhicule pour la transnationalisation d'une élite corporatiste et gestionnaire⁵⁸. Le rapport Linowitz⁵⁹, qui servit de fondement à la « doctrine Carter », a constitué l'expression la mieux articulée de la doctrine trilatérale. Il a cherché à effacer les accents les plus mauvais de l'héritage laissé par Nixon et a lancé un appel en faveur d'un « nouvel ordre politique »⁶⁰ incluant la « disparition pacifique du pouvoir militaire »⁶¹ et quelques formules de remplacement (*formulas de recambio*). En fait, il exprimait la position de la Commission trilatérale sur un dialogue Nord-Sud renouvelé⁶². Il posait comme principe que le régime de Sécurité nationale ne constituait pas le système le plus efficace pour susciter le type de développement susceptible de servir les intérêts économiques des pays développés capitalistes⁶³. Donc, après avoir « entièrement soutenu les gouvernements militaires et déstabilisé les gouvernements démocra-

56. Nous avons élaboré ce concept à partir de la notion exposée par Easton dans "The Politics of Repression: The Social Pathology of the Chilean Military", *Latin American Perspectives*, Vol. II, no 1 (Été 1974), pp. 65-67.

57. *The Manchester Guardian*, 12 janvier 1974, p. 9.

58. SUNKEL, *op. cit.*, pp. 147-150.

59. Commission on United States – Latin American Relations. (Sol Linowitz, président), *The Americas in a Changing World*, New York, Quadrangle Books, 1975, *passim* et "A New Quest for Stability", *NACLA Report on the Americas*, Vol. XII, no 2 (Mars-avril 1979), p. 29.

60. "Democracy Climbs the Andes Again", Editorial, "*The New York Times*", 19 juillet 1979.

61. *The Miami Herald*, *loc. cit.*

62. Richard GARDNER, Saburo OKITA and B.J. UDINK, *A Turning Point in North-South Economic Relations*, *The Triangle Papers*, 3, New York, 1974, pp. 9 et 11.

63. A. SIAT et G. IRIARTE, « De la Seguridad Nacional al Trilateralismo », *art. cit.*, p. 23.

tiques sous Nixon et Kissinger, le gouvernement américain se mit à favoriser la transition d'un pouvoir autoritaire à un pouvoir démocratique »⁶⁴.

Chez les spécialistes, cette mutation du paradigme développementaliste des années soixante répandit l'adoption d'une nouvelle phraséologie. Les expressions de Buzz telle « l'interdépendance complexe »⁶⁵ se substituèrent aux accents plus ouvertement autoritaires du Rapport Rockefeller⁶⁶ (bien que le groupe Rockefeller soit une composante centrale de la coalition trilatéraliste). Cependant, malgré l'importance attachée au retrait des militaires et au retour à la démocratie, le projet préconise fondamentalement un type de démocratie « restreinte » ou « limitée », c'est-à-dire restreinte à la fois en termes d'offre de services gouvernementaux et de participation populaire. La formule est non seulement essentiellement conservatrice sur le plan socio-économique, elle est également antidémocratique, même lorsqu'on la compare au type de réformisme populiste des années 30 en Amérique latine et dans le monde occidental.

L'État « corporatiste-technocratique » qui apparut au Brésil à la fin des années 60 et dans le Cône sud au cours des années 70 est issu en partie du mariage des deux projets, c'est-à-dire de la combinaison de l'exercice hautement spécialisé et efficace de la violence par le « secteur public » et de la gestion de l'économie par le « secteur privé » contrôlé par les grandes sociétés transnationales. Cependant, le « Pentagonisme » et le « Trilatéralisme » sont deux projets distincts qui correspondent à des coalitions socio-politiques différentes et potentiellement antagonistes aux États-Unis et en Amérique latine. D'une part se trouve la bureaucratie militaire soutenue par ses assises externes partageant l'idéologie de sécurité nationale au pays et à l'étranger. De l'autre se trouve la bourgeoisie *comprador* et ses associés transnationaux. La fusion de ces deux acteurs verticalement intégrés en un seul bloc de pouvoir présente de grandes difficultés à long terme. Alors que l'administration

64. Washington Office on Latin America, *Latin America Update*, Vol. V, no 5 (Septembre-Octobre 1980), p. 1.

65. Voir MANSBACH, LAMPERT et FERGUSON, *The Web of World Politics: Non-State Actors in the Global System*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1976, pp. 2-45, 273-279 et Robert O. KEOHANE and Joseph S. NYE, *Power and Interdependence. World Politics in Transition*, Boston, Little, Brown and Company, 1977, pp. 3-37. Comme l'ont dit Keohane et Nye, dans des conditions d'interdépendance complexe, « on peut imaginer un monde dans lequel les acteurs autres que les États participent directement à la politique mondiale, dans lequel il n'existe aucune hiérarchie claire des problèmes et dans lequel la force est un instrument de politique inefficace ». KEOHANE et NYE, *op. cit.*, p. 24. Le modèle est censé mettre en question à la fois le « réalisme » centré sur l'État de la « politique de puissance » (*"power politics"*) et la « dépendance internationale », la doctrine de la CELA. Voir KEOHANE and NYE, *op. cit.*, p. ix, particulièrement la note 4. Voir aussi Steve C. ROPP, "Concepts Drawn from Contemporary International Relations Theory for the Analysis of Latin American Politics: "Regime" and "Complex Interdependence". Communication présentée à la Conférence annuelle de 1980 de la Southwestern Political Science Association, Houston, Texas, 2 au 5 avril 1980, p. 16.

66. Cf. ROCKEFELLER, cité dans W. Raymond DUNCAN et James Nelson GOODSSEL (Ed.), *The Quest for Change in Latin America: Sources for a Twentieth Century Analysis*, New York, Oxford University Press, 1970, pp. 542-549. Frank Church, alors sénateur, a considéré le rapport comme un encouragement ouvert au militarisme en Amérique latine. Frank CHURCH, "Toward a New Policy for Latin America", in Richard B. GRAY (Ed.), *Latin America and the United States in the 1970's*, Ithaca, F.E. Peacock Publishers, 1971, p. 347.

Reagan a réussi à soutenir une telle fusion, des coalitions semblables en Amérique latine n'ont pas tenu le coup. La faiblesse grandissante des classes capitalistes latino-américaines constitue le facteur fondamental qui empêche que cet amalgame se transforme en un projet durable. Comme l'a souligné Charles Pregger-Roman,

... la bourgeoisie latino-américaine devient une classe marginale. Elle n'arrive plus à conserver les gratifications sociales de l'époque coloniale et à faire office en même temps de véritable classe dirigeante. Comme elle ne peut contrôler plus longtemps les forces sociales libérées par le processus capitaliste, elle abandonne de plus en plus les formes de gouvernement démocratique pour recourir au pouvoir militaire... (L)es *establishment* militaires latino-américains ont usurpé le pouvoir de la bourgeoisie latino-américaine même s'ils exercent le pouvoir dans son intérêt⁶⁷.

La transnationalisation de l'État

L'Amérique latine contemporaine n'est pas touchée par un processus de démocratisation accrue, du moins pas dans le sens conventionnel du terme. Les concepts de « retrait militaire » et de « démocratie limitée » (telle que l'a présentée l'administration Carter) ainsi que ceux de « droit responsable » et de « régimes autoritaires amis » de Reagan dissimulent les conséquences objectives d'un système continu de dépendance satellisée⁶⁸.

La transnationalisation de l'État renforce ce moule de recul du développement et de tendances centrifuges au sein des sociétés latino-américaines. Ses principales caractéristiques comptent un certain nombre de cercles vicieux qui se renforcent mutuellement et que l'on peut résumer en six grands traits :

- a) Il y a incorporation fonctionnelle des assises externes au système de soutien de l'État.
- b) Les interrelations nombreuses fournissant les intrants de maintien du « soutien adéquat » prennent plus d'importance que les assises internes.
- c) La contradiction entre légitimation et accumulation est « résolue » par leur intégration au niveau transnational, et non national.
- d) Les assises internes sont par conséquent de plus en plus marginalisées.
- e) L'État rend des comptes, à la fois de son efficacité et de sa légitimité, à l'extérieur – et il y a même des cas où s'exerce un veto externe.
- f) Ce système entraîne, quant aux politiques, une propension marquée à dénationaliser davantage pour conserver le soutien externe face à l'augmentation de l'opposition à l'intérieur.

Il existe cependant des contradictions fondamentales à ces tendances actuelles à la transnationalisation. D'abord, ce que Jaguaribe a appelé le « fascisme dépendant » a une limite importante. Gouverner par la terreur mène finalement à une

67. Charles PREGGER-ROMAN, "Dependence, Underdevelopment and Imperialism in Latin America: A Reappraisal", in *Science and Society*, Vol. XLVII, no 4, Hiver 1983-1984, pp. 425-426.

68. Helio JAGUARIBE, "Dependency and Autonomy in Latin America", in Joseph S. TULCHIN (Ed.), *Latin America in the Year 2000*, Reading, Addison-Wesley, 1975, p. 197. *Political and Economic Development...*, pp. 188-190.

situation où il devient impossible de gouverner comme le montrent clairement les cas du Nicaragua, de Somoza et du Salvador. Quand au trilatéralisme, il suppose une expansion continue du système capitaliste mondial sous l'attrait du corporatisme transnational⁶⁹, menant à l'hégémonie de la société de consommation. Non seulement cette expansion ne s'est-elle pas produite jusqu'à maintenant mais son application a eu des conséquences catastrophiques. Il n'y a qu'à envisager les effets de la crise actuelle de l'énergie et de l'endettement en Amérique latine. De plus, elle ne crée aucune contradiction importante entre les besoins de formation de capital au Tiers Monde et la nature centrifuge de l'entreprise globale. Enfin, le modèle repose en grande partie sur l'utilisation continue de la répression comme moyen de dissuasion efficace contre la mobilisation de masse. Les inconvénients de cet « ordre » ont été illustrés de façon pratique au Chili, en Uruguay et en Argentine. Le coût de la répression ne l'emporte pas seulement sur les profits économiques du capitalisme autoritaire. À long terme, il a eu des effets destructeurs sur les classes capitalistes latino-américaines elles-mêmes.

Ni le régime reposant sur la sécurité nationale ni les formules de « retrait militaire » du trilatéralisme ne peuvent être considérés de ce point de vue comme une phase transitoire menant à une nouvelle démocratisation. La « démocratie limitée » au moyen d'ouvertures est peut-être bien à ce moment la seule voie par laquelle l'alliance transnationalisée peut conserver un certain équilibre instable face à la grave crise économique et aux grands défis politiques. En l'absence d'une formule consensuelle, l'alternative ne peut être le retour à une participation limitée ou « redémocratisation » destinée à la reconstruction d'un vieux projet. Il est déjà trop tard pour cela.

La Sécurité nationale reste la dernière option des élites intérieures et de leurs assises externes. Le Chili et l'Uruguay avec leur mélange d'institutionnalisation et de répression constituèrent jusqu'à la crise de 1982 des modèles – ou *wishful thinking* – de situations où une formule « stable » de partage du pouvoir au sein de l'élite a semblé fonctionner (Ceci est toutefois sérieusement remis en cause à l'heure actuelle). À la suite de l'élection présidentielle américaine de 1984, la redéfinition des deux doctrines semble encore une fois jouir d'un regain de popularité à titre de modèle de gestion des conflits en Amérique latine. On imagine cette fois une « relève de la garde » où les gouvernements civils succèdent aux gouvernements militaires et où les pouvoirs des premiers sont limités par d'importantes contraintes institutionnelles dans les domaines économique-monétaire et militaire-de sécurité. Ceci rend très improbable le fonctionnement efficace de ces régimes, ouvrant ainsi la voie à d'autres interventions militaires. En ce sens, le « militarisme renaissant »⁷⁰ pourrait s'avérer une mutation déplorable de la répression des années 70 aux conséquences néfastes pour toute véritable démocratisation.

69. SUNKEL, *op. cit.*, *passim*.

70. Michael T. KLARE, "Resurgent Militarism", *IPC Issue Paper*, Washington, Institute for Policy Studies, Décembre 1978, pp. 1 et 11.

III – CONCLUSION

L'analyse que nous venons de faire de la crise de l'État en Amérique latine suggère certaines observations générales. Bien qu'elles soient provisoires ou hypothétiques, elles peuvent servir de point de départ à l'élaboration d'une économie politique de la crise dans la région. La première tient à ce que la « politique de répression » qui caractérise actuellement l'Amérique latine ne peut être considérée comme une aberration politique. Elle doit être comprise comme une mutation d'un projet social continu en vue d'assurer le maintien des structures sociales existantes (le contrôle de l'élite) et des formes de domination économique qui y sont liées, tant à l'intérieur que sur la scène internationale. On observe également que la crise politique contemporaine de l'Amérique latine s'est internationalisée et s'est aggravée. En tant que tel, elle est liée à une profonde transnationalisation de l'État qui a accéléré et aggravé les dysfonctions résultant d'un mode de développement dépendant. Ce que l'on voit poindre dans la région est un système de dépendance complexe (et de sous-développement) relié à la transnationalisation de groupes importants au sein de l'État latino-américain – la technocratie, certains secteurs de la bureaucratie et par-dessus tout les *establishments* militaire et policier. Les dernières observations remettent en question quatre convictions bien ancrées de la théorie politique pluraliste. Selon la première, les antagonismes sociaux graves peuvent être arbitrés par les mécanismes de la démocratie libérale participante dans le contexte du développement dépendant de l'Amérique latine. La deuxième estime qu'un « État administratif » autonome en Amérique latine est un mécanisme « neutre » au moyen duquel il est possible de satisfaire les demandes conflictuelles et de formuler et de mettre en oeuvre des politiques visant à assurer l'équité. Selon la troisième croyance, le statu quo socio-économique dans la région peut être changé « de l'intérieur » sans modification radicale du rôle de l'État en tant que responsable de l'imposition du statu quo. Le quatrième mythe, très important, considère que l'État, en Amérique latine, est bien un État national et non une structure vouée précisément au maintien de la nature dépendante et sous-développée de ces sociétés. Aucune de ces thèses pluralistes ne semble résister à l'étude des faits.

De la résistance à la subversion

Le fait de maintenir à un faible niveau la participation politique dans des conditions de mobilisation sociale constante (par exemple migration, urbanisation, alphabétisation) et de faible mobilité n'a qu'aggravé les problèmes de longue durée que la répression devait prévenir. L'intégration transnationale des élites latino-américaines (économiques, militaires et bureaucratiques) en un projet aux prétentions hégémoniques centré sur les États-Unis, combinée à la marginalisation et à l'aliénation croissantes de la plus grande partie des assises internes ont provoqué une crise aiguë de légitimation et de domination. En l'absence de rétributions tangibles propres à acheter la légitimité, la violence (subversive, répressive ou institutionnalisée) devient la monnaie politique la plus courante. Non seulement la répression, mais le pur terrorisme d'État devient un style politique particulier.

Dans ce contexte, la « révolution » se transforme souvent en prophétie auto-satisfaisante, comme alternative perçue à la répression. La réduction des espaces politiques a tendance à transformer les interactions multiples du pouvoir en une

simple équation militaire du premier degré: le pouvoir est égal à la force.

Face à la répression continue, le discours de résistance de masse s'est chargé d'un ton spécifiquement révolutionnaire. Ceci a été particulièrement perceptible en Amérique centrale. Au cours des dernières années, la pratique de la résistance a de plus en plus articulé le besoin de changements radicaux des structures sociales, économiques et politiques. En ce sens, la révolte est considérée par des groupes toujours plus nombreux de gens comme une alternative au cycle perpétuel de la pauvreté, de la répression et de la domination étrangère qui a par le passé étouffé le développement de la région. Là où la violence répressive et institutionnalisée a régulièrement bloqué tous les canaux d'expression et de participation populaire, la résistance de masse a constitué l'unique possibilité de changement véritable. Ceci ne veut pas dire que toute subversion est nécessairement révolutionnaire, ou que si tel était le cas, un changement fondamental et progressif à long terme s'ensuivrait inévitablement. Cependant, en s'opposant à l'ordre en place, les mouvements populaires, avec leurs tendances révolutionnaires prononcées, sont potentiellement développementistes.

Quant aux tendances à la « redémocratisation », les perspectives sont au mieux précaires. L'extraterritorialité économique et militaire limite à tel point la redémocratisation qu'elle la rend presque vide de contenu. Qui plus est, il est difficile d'imaginer que des régimes antidémocratiques puissent se transformer en régimes démocratiques presque du jour au lendemain alors que persistent les conditions et les forces socio-économiques qui permettraient l'existence des tendances antidémocratiques. Ces conditions sont à la fois internes (par exemple l'armée et la police) à l'État et à la société civile latino-américaine et externes (le rôle des États-Unis). Elles entraînent l'exclusion de l'agenda politique de thèmes et d'acteurs jugés hors limite par les grands systèmes, une version occidentale du complexe de dépendance de l'Europe de l'Est. Ceci est certainement aggravé par la propension du régime américain actuel à examiner les questions Nord-Sud à travers le prisme Est-Ouest.

Dans le cas précis de l'Amérique centrale, de la *Weltanschauung* de Washington découle une politique fondée sur deux thèmes familiers: la sur-simplification d'un problème politique indigène et complexe que l'on ramène à une question de force militaire et d'agression soviéto-cubaine; et la conviction que seule la continentalisation du conflit offre aux États-Unis des chances d'obtenir une victoire militaire décisive – la dernière touche au combat final. Cette dernière a constitué un thème central depuis l'invasion de la Grenade en décembre 1983. Et elle ne pouvait que rapprocher davantage le Nicaragua – comme Cuba dans les années 60 – des camps soviétique et cubain (Les dirigeants américains préféreraient peut-être un régime dur de type soviétique à une révolution populiste *sui generis*).

Sous ces auspices, les luttes révolutionnaires en Amérique latine sont peut-être plus que le résultat non intentionnel de la répression. Par leur nature même, elles se sont progressivement avérées la seule possibilité de révélation du potentiel créateur de la population pour une redéfinition indigène du développement, de l'autodétermination nationale et de la démocratie.

En effet, c'est la mobilisation et l'incorporation d'un nombre croissant de non-acteurs préalables au sein de la pratique consciente du changement social qui de plus en plus permet aux gens de concevoir des alternatives aux structures existantes. Le changement social radical dans l'Amérique latine d'aujourd'hui est donc simultanément un processus libérateur, et, selon les termes de Freire, un processus éducatif⁷¹. C'est un projet créateur découlant de la pratique concrète de la lutte, modifiant le cours de l'histoire. Si le temps et les circonstances le permettent, cette histoire pourrait devenir celle de la seconde Indépendance de l'Amérique latine.

[Traduit de l'anglais].

71. Sur la relation entre le changement social radical, la libération et l'éducation, voir Paulo FREIRE, *Pedagogy of the Oppressed*, New York, The Seabury Press, 1970, pp. 75-186.